

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 130 (1985)
Heft: 10

Artikel: Terrorisme politique
Autor: Meuron, Luc de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344635>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Terrorisme politique

par Luc de Meuron

« Nous avons la paix atomique, mais nous subissons la guerre révolutionnaire. La troisième guerre mondiale n'a pas été déclarée, mais elle fait rage partout et à tous les instants. »

Général Alain de Marolles

Dans ce langage musclé qui lui est propre, Michel Debré, ancien Premier ministre du général de Gaulle, a récemment écrit ceci dans *le Figaro* (10 juillet): «Le terrorisme est l'expression d'une guerre organisée et qui fait litière de toutes les valeurs de la civilisation occidentale.» C'était, d'une seule et percutante définition, caractériser un moyen de guerre qui est vieux comme le monde, mais que certaines Puissances actuelles, et non des moindres, se sont aujourd'hui entendues à développer et à perfectionner, si l'on ose dire. En effet, ces dernières années, le terrorisme politique a pris une dimension internationale qui ne laisse aucun pays à l'abri, car la guerre idéologique y recourt de plus en plus, rendant ainsi désuètes la plupart des lois de la guerre péniblement élaborées ces deux derniers siècles par le monde occidental.

Et ce n'est pas sombrer dans un pessimisme débilisant mais, au contraire, se montrer lucidement conscient de certaines réalités, que d'admettre que ces règles de bonne conduite en temps de guerre comptent parmi ces «valeurs» qui sont en train,

sinon de disparaître, du moins de perdre une grande partie de leur contenu et de leur signification. Aussi Michel Debré n'a-t-il pas eu tort d'écrire ensuite que «les perspectives qui résultent de la société permissive et de la disparition de nos valeurs les plus anciennes» semblent ne laisser à l'Europe occidentale que «le choix entre l'envahissement et l'invasion, le premier pouvant précéder la seconde».

Ce serait donc, dans un tel contexte, sous-estimer singulièrement la nature et la portée du terrorisme politique que de le réduire à une suite de simples actes de violence, détestables sans doute, mais commis sans liens étroits entre eux par des groupes de militants fanatisés ou par de vulgaires tueurs professionnels stipendiés par telle ou telle organisation politique. Car, depuis quelque temps, il a bien fallu se rendre à l'évidence que ces terroristes, dont les sinistres activités ne se déploient que dans le monde libre, font en général partie d'un vaste réseau dont les centres de commandement se situent essentiellement dans des pays qui ont la chance, paraît-il, de «construire le socialisme».

Si la Suisse a été jusqu'ici relativement épargnée par les à-coups sanglants de la guerre politique, il ne faudrait pas oublier que notre sol a été pourtant le théâtre des exploits de la prétendue «Armée secrète pour la libération de l'Arménie» (ASALA). Ces «hauts faits» ont ainsi montré il y a cinq ans que notre pays neutre et pacifique ne saurait échapper aux opérations de guerre des forces qui travaillent à la déstabilisation de l'Occident libéral. Et, à l'intention de ces optimistes benêts qui en douteraient encore, le journal de l'ASALA avait eu soin de préciser ceci: «Notre organisation fait partie du mouvement révolutionnaire international (...). La libération des territoires arméniens occupés par le fascisme turc sera suivie de la création d'un système démocratique socialiste et révolutionnaire», en ajoutant que l'ASALA s'efforcera «d'obtenir la solidarité de l'Union soviétique et des autres pays socialistes». Enfin, dans un appel au peuple suisse, ces valeureux, distingués et surtout pacifiques «patriotes» arméniens ont aimablement affirmé que «jour après jour, le gouvernement suisse réaffirme son alliance avec le monde impérialiste». (*La Suisse*, 9 décembre 1980.)

Il n'empêche que nombre de nos commentateurs de l'actualité internationale continuent imperturbablement à nous mettre en garde contre les soi-disant excès militaristes de l'administration Reagan et en oublient de nous parler du terrorisme politico-

militaire destiné à saper peu à peu les fondements du monde occidental. Et pourtant, comme Annie Kriegel l'a très bien démontré dans *le Figaro* du 15 juillet: «Le terrorisme est une arme de guerre à très bas investissement technologique même si les mécanismes miniaturisés de mise à feu à distance ont récemment connu des perfectionnements importants.» De plus, a précisé la collaboratrice du *Figaro*, les terroristes s'avancent masqués, de sorte que «la lutte contre le terrorisme mobilise des aptitudes et des savoirs qui ne font pas la différence entre le militaire et le civil».

Trop longtemps, un attentat terroriste a été considéré comme une sorte de «malheur privé», alors qu'aujourd'hui, il serait bien difficile de s'obstiner à ne pas voir qu'il relève bel et bien, et entièrement, de la souveraineté d'Etat. Autrement dit, cela implique pour la Suisse l'obligation d'appliquer une politique cohérente et permanente de lutte contre le terrorisme, non pas seulement dans un cadre uniquement national, mais en liaison étroite avec toutes les organisations mises sur pied par nos voisins exposés aux mêmes risques que nous. A l'internationalisation du crime politique terroriste doit répondre une organisation multinationale sans faille dressée contre le fléau des temps actuels, le terrorisme conçu et organisé comme une arme de guerre de première importance.

Car, on ne le soulignera jamais assez, un acte terroriste est un «acte de

guerre en temps de paix», tel l'attentat contre Jean Paul II, que le ministre socialiste italien de la Défense n'avait pas hésité à qualifier ainsi en 1982... D'ailleurs, les avertissements ne manquent pas. «La guérilla ouest-européenne frappe le système impérialiste», se vantait récemment la «Fraction armée rouge», langage qu'a repris un peu plus tard la «française» Action directe, après le meurtre du général Audran.

Ces actes, apparemment isolés, ont une signification bien précise et doivent être considérés comme de sanglants hors-d'œuvre destinés à tester les réactions des gouvernements et des opinions publiques dans les pays où agissent ces «soldats» du banditisme terroriste. Tout laisse entendre que ces opérations-sondages ont pour but de permettre aux dirigeants de certains pays dont la stratégie politico-militaire est ouvertement offensive, d'apprécier la nature des moyens qui pourraient être mis en œuvre si, un jour, des mouvements de beaucoup plus large envergure, mais de même caractère que les attentats terroristes, devaient être déclenchés.

C'est pourquoi on parle de plus en plus de ces «spetsnak», de ces commandos soviétiques de professionnels entraînés en vue d'opérations de déstabilisation de centres de commandement politique et militaire. Certains de leurs agents seraient même ce qu'on a appelé des «dormants», c'est-à-dire des individus résidant en permanence dans les lieux où ils recevraient l'ordre

de frapper, après s'être gardés de se manifester de quelque façon que ce soit jusqu'à l'heure H.

De plus, ce serait une erreur de croire qu'en raison de leur situation géographique, certains pays puissent échapper aux sinistres manœuvres du terrorisme. Les Etats-Unis eux-mêmes sont conscients d'être menacés par de telles manœuvres de déstabilisation, bien qu'ils n'en aient pas encore connu de telles jusqu'ici. «La sécurité s'est gravement détériorée aux Etats-Unis», vient de déclarer l'ex-n° 2 de la CIA, l'amiral Bobby Inman. En une année et demie, 17 Américains ont été arrêtés pour espionnage au profit de l'URSS et de ses satellites.

Rien d'étonnant à cela, puisque les Etats communistes ont aux Etats-Unis une véritable armée de «diplomates»! Certes, outre-Atlantique, on n'en est pas encore au stade des assassinats de responsables de la défense militaire, mais Washington aurait grand tort de s'imaginer n'avoir rien à craindre à l'avenir. Car, dans nos pays de l'Europe occidentale, l'intensification de l'espionnage a toujours précédé les actes terroristes.

*
* *
*

Tout cela ne semble pas avoir encore beaucoup ému nos grandes consciences plus ou moins antimilitaristes qui s'obstinent à croire, ces illusionnistes, que les dirigeants des pays de l'Est ne sont au fond que les

malheureuses victimes d'une bien regrettable obsession de l'encerclement! Il ne tiendrait donc qu'aux Occidentaux de faire baisser la tension internationale en menant une sincère politique d'ouverture tous azimuts et de franche collaboration dans tous les domaines... Et, bien entendu, pour réaliser ce beau programme, les gouvernements des démocraties occidentales sont chaudement et invariablement invités à multiplier les concessions.

La politique d'apaisement n'a jamais réussi nulle part; elle n'en continue pas moins à être prônée par toutes les catégories de pacifistes, à commencer par certains officiers supérieurs, tels l'amiral français Sanguinetti et le général allemand Bastian. Pour tous ces gens-là, les communistes actuels n'ont rien de comparable avec les nazis d'hier considérés, eux, comme seuls capables dans l'histoire des pires forfaits et seuls en mesure de détruire des Etats étrangers par l'intérieur.

Il est donc temps d'essayer de tirer d'erreur ces innocents au grand cœur en leur apprenant que c'est Lénine lui-même qui, avant 1914, a mis au point les méthodes modernes du terrorisme politique. Dans un article de l'excellente revue *Est-Ouest* (juin 1985), Branko Lazitch écrit que «tant qu'on manquait de preuves sur les liens existant entre le terrorisme et le bloc soviético-communiste, il était relativement facile de taxer cette accusation de pure invention de l'anticommunisme et de l'antisoviétisme».

Mais aujourd'hui, plus aucun doute n'est permis, les preuves sont là, irréfutables: ce sont des écrits signés Lénine que Lazitch n'hésite pas à considérer comme le «maître à penser et à agir du terrorisme». Ainsi, les militants actuels de la subversion par la violence n'ont qu'à puiser dans certains textes du fondateur de l'Empire soviétique les arguments et les recettes qui leur permettront de mener à bien leur mission de démolisseurs sans scrupules de notre société libérale.

*
* * *

C'est ainsi que, de son exil, Lénine écrivait le 16 octobre 1905 à ses camarades du Comité de Petrograd: «Formez sur-le-champ, en tous lieux, des groupes de combat, formez-en parmi les étudiants et surtout les ouvriers... Que des détachements de 3, 10, 30 hommes et plus se forment sur-le-champ. Qu'ils s'arment eux-mêmes sur-le-champ, comme ils peuvent, qui d'un revolver, qui d'un couteau, qui d'un chiffon imprégné de pétrole pour servir de brandon.»

Et puis, surtout, ces détachements doivent passer à l'action immédiatement: «Les uns entreprendront tout de suite de tuer un mouchard, de faire sauter un poste de police, les autres d'attaquer une banque...» Le lendemain, 17 octobre, Lénine compléta ces doctes conseils, qui se révéleront si efficaces, en faisant l'éloge de la

«guérilla généralisée, opiniâtre et acharnée». Après quoi, à la fin de ce même mois d'octobre, le futur maître de toutes les Russies définira avec encore plus de précision «les objectifs des détachements de l'armée révolutionnaire».

L'année suivante, revenant sur le même sujet, Lénine écrira son étude sur *La guerre des partisans*, où il explique ainsi le passage d'une forme de la lutte politique à une autre forme, qui sera la lutte armée, «justifiée, assure-t-il, même dans une situation qui n'est pas révolutionnaire et où ne se pose pas la question de la prise du pouvoir». Lénine a ainsi tout dit et tout prévu, y compris les «scrupules de conscience» de ces sociaux-démocrates qui, selon lui, s'acharnent à considérer «le parlementarisme et le mouvement syndical comme les principales formes de lutte».

«Le marxiste, martèle Lénine, a ainsi l'obligation de se placer au point de vue de la guerre civile, c'est-à-dire d'une lutte armée entre deux parties de la population. Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme.» Et, pour couronner le tout, il écrira en octobre 1916: «Nous ne sommes pas du tout hostiles à l'assassinat politique... mais, dans le cadre de la tactique révolutionnaire, les tentatives individuelles apparaissent inefficaces et nuisibles». Voilà pourquoi et comment des détachements de terroristes s'essayaient aujourd'hui, avec plus ou moins de succès, à

appliquer les principes d'action stratégique et tactique du plus «génial» théoricien moderne du terrorisme appliqué.

*
* *

On voit ainsi pour quelle raison il est naïf et ridicule de prétendre que le terrorisme actuel serait dû à l'intolérable et scandaleuse situation de misère où croupissent certains peuples. Certes, les fameux détachements dont a parlé Lénine — qui, en se groupant, finissent par former de véritables armées de guerre civile — ne peuvent trouver de terrain plus favorable que dans des pays aux prises avec de grosses difficultés, ce qui leur permet, sous le couvert d'une lutte contre «l'injustice sociale», de mobiliser, mais en les exploitant, de plus ou moins larges fractions de la population. Mais, et l'histoire de ces dernières années le démontre avec éloquence, les actes de terrorisme qui sont perpétrés dans nos pays occidentaux se produisent toujours à un moment psychologique où leurs responsables ont un intérêt majeur à déstabiliser tel ou tel pays. Voilà pourquoi la «Fraction Armée Rouge» et les autres organisations similaires recourent avec tant de discipline aux méthodes d'action de guerre civile préconisées il y a quatre-vingts ans par le maître incontesté de la révolution marxiste totalitaire.

Il a fallu pourtant de long tâtonnements pour que nos dirigeants

politiques et chefs militaires occidentaux commencent à prendre d'efficaces mesures pour organiser la lutte contre le terrorisme révolutionnaire. Parmi ces personnalités énergiques et perspicaces se trouve Raymond Marcellin, ministre français de l'Intérieur de 1968 à 1974, qui vient de publier en avril de cette année un ouvrage remarquable intitulé *La guerre politique* (Plon). Il y a près de vingt ans, Marcellin avait déjà compris — et avait agi en conséquence — que nos nations libérales allaient au-devant de risques très sérieux, sinon mortels si, de concert, elles ne mettaient pas rapidement sur pied un ensemble de mesures aptes à briser les offensives du terrorisme politique et de la subversion armée. Car, a écrit Marcellin, «Moscou ne renoncera à la guerre politique et à ses erreurs que dans la mesure où elle rencontrera des contre-offensives vigoureuses conduites par de solides adversaires sur tous les terrains: conflit des idées et propagande, initiatives diplomatiques, opérations des services spéciaux et de renseignements, bref tout ce qui fait que des Etats assurent leur souveraineté intérieure et extérieure. Là, comme pour les armées, l'équilibre des forces garantit la paix.» Sinon — l'avertissement de cet ancien ministre de l'intérieur est tranchant — «à force de bêtifier un peu tous les jours, les nations libres, devenues les plus riches du monde grâce à leur travail et à leur ingéniosité, seront dépossédées de leurs territoires et de leurs biens et

finiront dans une lugubre servitude, dominées par des gouvernements dictatoriaux qui, eux, ne se laisseront pas aller à des états d'âme nés du byzantinisme intellectuel et du confort matériel à tout prix».

*
* *
*

Voilà le langage d'un véritable homme d'Etat qui a parfaitement compris que «la propagande astucieuse, autrement dit la guerre des mots magiques, est la première [des] ruses de guerre», tandis que «la falsification systématique de l'Histoire en est une autre». Ces ruses de guerre, qui, à elles seules, représentent déjà un grand danger pour nos démocraties amollies, sont donc logiquement accompagnées d'actes de terrorisme, «une des données de la guerre politique de notre temps», de la guerre tout court. Le recours systématique à de tels moyens permet ainsi de dire, sans outrecuidante exagération, que le monde connaît depuis le 8 mai 1945 un cycle d'événements que l'on peut, que l'on doit considérer comme les prémices d'une troisième guerre mondiale. Il s'agit, bien entendu, d'une guerre *sui generis*, qui exige de nouveaux moyens sophistiqués de combat et fait appel à ces nouvelles ressources que les peuples victimes de régimes totalitaires sont capables de faire surgir dans une succession d'efforts et de tensions constamment renouvelés.

Notre peuple a-t-il enfin compris que cette guerre-là, cette guerre politi-

que, nous concerne tout autant que n'importe quel pays apparemment plus menacé que nous? Ce n'est pas sûr quand on voit avec quelle désinvolte légèreté certains de nos hommes politiques et certains de nos journalistes traitent les problèmes les plus sérieux. Il y a, en effet, des limites que certains professeurs de lente démoralisation devraient avoir la pudeur de ne pas

franchir. Il appartient donc aux Marcellins de notre pays placés à des postes de haute responsabilité de le leur faire comprendre, et durement, s'il le faut.

Car il y a des moments où « bêtifier » devient une atteinte grave à la sécurité militaire et morale de notre pays. *Caveant consules!* Que nos gouvernants prennent garde!

L. de M.

Du côté du CHPM, au Pavillon Général Guisan, Pully

Samedi 2.11. dès 0930 Cours d'instruction à l'analyse d'ouvrages.

Jedi 5.12. dès 1000 Saint-Nicolas, élaboration de fiches analytiques, vente d'ouvrages militaires à prix réduits, divers travaux administratifs.

Samedi 21.12. à 1700 Reprise du cours d'histoire, répartition des travaux, agenda 1986.

Publications envisagées à court terme:

- Fiches contenant des idées et des procédés de combat.
- Actes du Symposium 1984.
- La manœuvre et l'incertitude (série « Feu » et « Choc »).

Colloque de Savone (Italie), 7/10 novembre.

Possibilité de participation.

Thème: L'époque des della Rovere (notamment Jules II, Mathieu Schiver).

Pour le détail, s'adresser au Centre d'Histoire et de Prospective Militaire, case postale 188, 1001 Lausanne.